**Pierre TREMBLAY,
Martin BOUCHARD et Chloé LECLERC**

École de criminologie, Université de Montréal

(2006)

“La courbe de gravité des crimes”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierre TREMBLAY, Martin BOUCHARD et Chloé LECLERC,
[École de criminologie, Université de Montréal]

"La courbe de gravité des crimes".

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol 56, no 1, 2006, pp. 201 à 227. Paris: Les Presses universitaires de France.

M Pierre Tremblay, criminologue, professeur titulaire, École de criminologie de l'Université de Montréal, nous a accordé le 16 décembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : pierre.tremblay@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 mars 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Pierre TREMBLAY,
Martin BOUCHARD et Chloé LECLERC (2006)
[École de criminologie, Université de Montréal]

“La courbe de gravité des crimes”

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol 56, no 1, 2006, pp. 201 à 227. Paris: Les Presses universitaires de France.

Table des matières

[Résumé](#)

[Introduction](#)

1. [Équivalents monétaires des scores de gravité](#)
2. [L'objectivité des jugements de gravité des délits](#)
3. [Fréquence et gravité des délits](#)

[Conclusion](#)

[Références bibliographiques](#)

[Tableau 1.](#) La gravité perçue de différents délits pour lesquels on connaît les pertes monétaires subies

[Tableau 2.](#) Équivalents monétaires des jugements de gravité (Wolfgang et coll., 1985) et coûts unitaires estimés de la criminalité par catégorie de délit (en dollars américains de 2003)

[Tableau 3.](#) Analyse de régression de la fréquence des délits en fonction de leurs coûts unitaires moyens

[Figure 1.](#) Courbe de la gravité des délits de violence

[Figure 2.](#) Courbe de la gravité des atteintes à la propriété

[Figure 3.](#) Courbe de la gravité de la criminalité en col blanc

[Figure 4.](#) Courbe de la gravité des marchés illicites

[Figure 5.](#) La relation entre l'incidence et le coût moyen des délits conventionnels en Australie (Mayhew, 2003, N = 17) et en Angleterre (Brand et Price, 2000, N = 10)

Pierre TREMBLAY, Martin BOUCHARD et Chloé LECLERC **

[École de criminologie, Université de Montréal]

“La courbe de gravité des crimes”. *

Un article publié dans la revue **L'Année sociologique**, vol 56, no 1, 2006, pp. 201 à 227. Paris: Les Presses universitaires de France.

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

Résumé. - Cet article propose une relecture d'une enquête sur les jugements de gravité des délits réalisée aux États-Unis par Wolfgang et ses collègues en 1984. L'article fait état d'une propriété remarquable et insoupçonnée de ces jugements de gravité - leur évaluation implique des coûts des préjudices matériels et moraux décrits dans les situations délictuelles qui sont soumises à l'attention des personnes interrogées. En outre, on constate une concordance frappante entre les coûts perçus de la criminalité que l'on obtient par voie de sondage et les coûts correspondants chiffrés par les économistes. L'utilité théorique d'un modèle « réaliste » des jugements de gravité est d'autant plus manifeste qu'il permet d'expliquer pourquoi les délits sont d'autant plus fréquents qu'ils sont jugés moins graves et la forme précise de cette relation fonctionnelle.

** École de criminologie, Université de Montréal. Adressez toute correspondance à : pierre.tremblay@umontreal.ca.

* Cette étude a bénéficié en partie d'une subvention du Solliciteur général du Canada. Nous remercions Maurice Cusson et Roger Grousson de leurs commentaires.

ABSTRACT. - In this paper, we analyze the properties of magnitude scales of perceived seriousness of crimes provided by the National Survey of Crime Severity conducted by Wolfgang, Figlio, Tracy, and Singer in 1984. We argue that the main advantage

of such magnitude estimates is that they incorporate an implicit valuation of the tangible and intangible harmfulness of crimes. They are thus readily comparable to current costs of crime estimates that incorporate contingent valuation methodologies. Magnitude estimates of perceived costs of crime also accounts for the J-curve distribution of crime throughout the population at large.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans cet article nous proposons une relecture d'une enquête de grande envergure (60 000 répondants) réalisée en 1984 aux États-Unis sur les jugements de gravité des délits (Wolfgang, Figlio, Tracy et Singer, 1985). Cette enquête retient l'attention parce qu'on y trouve développé un modèle explicatif de l'adhésion des acteurs sociaux aux jugements normatifs véhiculés dans les codes pénaux que l'on pourrait qualifier de « réaliste » (Boudon, 1995, 206-211). La prémisse initiale du sondage est qu'un énoncé du type « le crime x est plus grave que le crime y » constitue pour celui qui l'énonce, comme pour son destinataire, un jugement de fait qui ne diffère pas en nature d'une proposition du type « le rouge de ce foulard est plus intense que celui de cette rose ». Un tel jugement présenterait une certitude morale contraignante dont la nature ne serait pas tant démonstrative que perceptive (Boudon, 1995, 215). L'objectif principal de l'enquête n'était pas de solliciter une opinion (« Seriez-vous d'accord pour dire que le délit x soit jugé plus sévèrement par les tribunaux que le délit y ? »), ou de susciter un sentiment moral (« Indiquez sur une échelle de 1 à 10 le degré d'aversion ou de réprobation morale que vous inspirent les délits

suivants ? »), mais de proposer aux personnes interrogées une tâche de discrimination cognitive (ou perceptuelle) : « D'après vous les torts causés par le délit x sont-ils plus graves ou moins que les torts causés par le délit y (un délit étalon ou modulus) et, le cas échéant, jusqu'à quel point ? »

Une telle consigne n'a pas manqué, bien entendu, de susciter des objections de principe ¹. D'une part, bon nombre de commentateurs firent observer que la perte d'une vie humaine ou le vol d'une bicyclette constitue des préjudices intrinsèquement incomparables et qui peuvent, tout au plus, faire l'objet d'une tarification pénale ou d'une convention intrinsèquement arbitraire. D'autre part, les humains ne disposent d'aucune métrique naturelle pour évaluer si un délit est 2 fois, 10 fois ou 100 fois plus grave qu'un autre. La première objection ne prend pas, toutefois, en considération la capacité tout à fait remarquable du cerveau humain de comparer et d'ajuster les différences d'intensité de stimuli apparemment très différents les uns des autres. Lindsay et Norman (1977, 690) notent avec quelle facilité on « peut demander à quelqu'un d'ajuster l'intensité d'une tonalité pour qu'elle lui semble aussi intense que la brillance d'une lumière ; ou de lui faire tracer une ligne proportionnelle à son évaluation de la rugosité d'un papier sablé ; ou encore de lui faire régler un choc électrique pour obtenir la grandeur psychologique correspondant à la sensation d'une odeur de café ». S'il est possible de régler deux chocs électriques pour que leur rapport d'intensité relative corresponde à celui qui se dégage de deux odeurs de café, pourquoi ne pourrait-on pas ajuster le degré de gravité relative de deux délits différents par rapport à un délit de référence ? C'est Stevens (1975) qui, le plus explicitement, a tiré profit de la capacité des individus de coupler spontanément, et rapidement, une variété de modalités sensorielles et d'offrir des estimations numériques *valides* de leur intensité relative. La théorie de Stevens a été qualifiée de psychophysique « subjective » précisément pour cette raison (Tiberghien, 1984, 77).

¹ Par exemple, Rossi et Henry (1980) et Miethe (1982, 1984) ou Watt (1989) aux États-Unis, Weinberger et coll. (1977) ou Ocqueteau et Perez-Dias (1989, 1990) en France, Pease et coll. (1974) ou Patron et coll. (1990) en Angleterre.

La deuxième objection, plus sérieuse, concernait la recevabilité d'une directive qui enjoint aux sujets interrogés d'indiquer si un délit leur semble 2 fois, 10 fois ou 100 fois plus grave (ou moins grave) qu'un délit de référence, et qui n'impose *aucune* borne supérieure ou inférieure à ces estimations de grandeur relative ? Cette deuxième objection trahit une méconnaissance de la psychologie des perceptions et feint d'ignorer qu'une telle directive est parfaitement admissible lorsqu'on souhaite analyser la relation fonctionnelle qui caractérise la relation entre l'intensité d'une sensation éprouvée par l'organisme humain et l'intensité objective du stimulus correspondant. La stratégie argumentative proposée initialement par Stevens (1975) et reprise par Wolfgang et coll. (1985) mérite qu'on s'y attarde. Elle procède en deux temps. Soit, tout d'abord, deux modalités sensorielles (par exemple la pression exercée par la main d'une part, et la longueur d'une ligne tracée sur une feuille de papier, d'autre part) et un stimulus acoustique Y dont on fait varier l'intensité et qui fait office de variable indépendante objectivable. La première fonction psychométrique (mesurée par un dynamomètre) donnera une fonction puissance de type $X = aY^m$. La deuxième fonction psychométrique (la perception visuelle de la distance) donnera une fonction puissance de type $Z = bY^n$. En couplant les deux séries d'observations, on peut dériver analytiquement et vérifier empiriquement que l'exposant obtenu par appariement intermodal [$X = f(Z)$] sera égal au rapport des exposants des deux fonctions de départ (c'est-à-dire une fonction puissance dérivée dont la valeur de l'exposant sera égale à m/n). On a pu ensuite montrer que si les sujets peuvent établir physiquement un rapport d'équivalence entre les différences d'intensité produites par deux modalités sensorielles, ils peuvent tout aussi bien l'exprimer formellement en termes numériques (« estimations de grandeur »). Pour s'assurer que c'est bien le cas, et que les opérations arithmétiques postulées (division et multiplication) opérationnalisent de manière satisfaisante la manière dont les calculs sont effectués par le cerveau humain, on vérifiera que l'exposant de la fonction intermodale à laquelle ces estimations de grandeur seront couplées sera effectivement égal au rapport des exposants des fonctions de départ. Supposons, en un deuxième temps, qu'on s'intéresse aux perceptions de stimuli pour lesquels il *n'existe pas de métrique naturelle* comme c'est le cas pour la gravité des délits. C'est ici que la stratégie de validation intermodale mise au

point par Stevens dans les années 1940 révèle toute son utilité. Elle est au cœur de l'expérience que Wolfgang et ses collègues (1985), en collaboration avec William Lodge du *Laboratoire de recherche comportementale* de l'Université de l'État de New York, ont réalisé lors du prétest de leur enquête. Ils demandèrent à un premier échantillon de sujets d'exprimer leurs appréciations de la gravité relative des délits par la méthode d'estimation de grandeur. Ils demandèrent ensuite à un deuxième échantillon de répondants d'exprimer leurs évaluations en traçant des lignes de longueur différente sur une feuille de papier. Ils observèrent que l'exposant obtenu par appariement intermodal correspondait très exactement à la valeur attendue (Wolfgang et coll., 1985, 15-20), et en conclurent par voie de conséquence que les estimations de grandeur des sujets étaient valides d'un point de vue « psychophysique » et que les jugements de gravité des délits, tout comme les jugements de prestige social, présentaient les mêmes propriétés que les jugements perceptuels pour lesquels on dispose de métriques objectivables.

Si l'on en juge par le silence qui a accueilli la publication de cette enquête qui devait parachever les hypothèses et les conclusions d'une première analyse exploratoire, *Measurement of Delinquency*, publiée vingt ans auparavant (Sellin et Wolfgang, 1964), on doit en conclure que cette démonstration formelle n'a pas été jugée suffisamment persuasive pour détourner les sociologues de leur prédisposition à décodifier dans ces jugements de gravité la manifestation inconsciente d'un désir suspect de punir (Ocqueteau et Perez-Diaz, 1990) et à disqualifier d'entrée de jeu la véracité présomptive des réponses que les sujets s'efforcent de donner aux questions qu'on leur pose. La lecture que nous proposons du *National Survey of Crime Severity* s'efforce d'élaborer une théorie des jugements de gravité des crimes et procède en trois moments. Il nous a semblé important tout d'abord de juger l'arbre à ses fruits et d'examiner en l'occurrence s'il était possible de donner un sens objectivable aux jugements de gravité. Or, une propriété remarquable de ces jugements, sur laquelle ne s'attardent guère Wolfgang et coll. (1985), est qu'ils incorporent une évaluation implicite des coûts de la criminalité ². En un deuxième temps, nous proposons de

² Le sondage fait varier l'ampleur et la nature des préjudices causés, la vulnérabilité relative des victimes qui en sont la cible et le contexte relationnel dans

vérifier si ces évaluations implicites pouvaient être effectivement corroborées ou validées. On dispose depuis peu d'une nouvelle cohorte d'études des coûts de la criminalité qui ont pour caractéristique principale d'avoir évalué les préjudices « intangibles » ou non monétaires de diverses catégories de crimes (Brand et Price, 2000 pour l'Angleterre ; Mayhew, 2003 pour l'Australie ; Cohen, 2000 pour les États-Unis). Cet examen nous amène à constater une concordance frappante entre les coûts perçus susceptibles d'être inférés des jugements de gravité et les coûts de la criminalité estimés par les économistes. En un troisième temps, nous nous attardons à une caractéristique très générale de la criminalité : plus les délits sont jugés graves, moins ils sont nombreux (très peu d'homicides, mais un grand nombre de petits vols). Comment expliquer que la criminalité se distribue ainsi et pas autrement ? Un des grands mérites de l'enquête de Wolfgang et coll. (1985), mais qui n'a pas été reconnu par leurs auteurs, est de spécifier la fonction précise de cette distribution intrinsèquement *normative* de la criminalité.

1. Équivalents monétaires des scores de gravité

[Retour à la table des matières](#)

Comme on pouvait s'y attendre, les données du *National Survey of Crime Severity* indiquent que la gravité perçue d'un délit augmente en fonction directe des torts ou des dommages qu'il cause. On trouve dans les 200 situations délictuelles soumises à l'attention des personnes interrogées dans l'enquête de Wolfgang, un nombre important de délits dont on a fait varier uniquement le montant du vol ou des pertes monétaires causées (les valeurs des pertes ou dommages infligés étaient de \$10, \$100, \$1000, \$10 000 et \$100 000). L'analyse de ces scores de gravité (résumée dans le tableau 1) montre qu'il faut aug-

lequel se trouvent les protagonistes. Faute d'espace nous n'avons pas présenté le détail des scores de gravité des sujets et des coûts perçus implicites des situations délictuelles. Toutefois les données peuvent être communiquées sur demande.

menter de 13 fois les pertes monétaires des victimes de pertes monétaires (en dollars américains de 1985) pour doubler la gravité perçue du délit. Ainsi le score de gravité d'un vol de \$10 est de 41,5. Pour obtenir un score de gravité approximativement deux fois plus élevé (score de 85,2), le montant du vol doit être de \$130. Et pour qu'un délit soit perçu comme deux fois plus grave qu'un vol de \$130, il doit atteindre le montant de \$1690 (une augmentation de 13 fois). Un rapport d'intensité identique entre les stimuli (ici un rapport de 13) produit ainsi un rapport d'intensité identique entre les perceptions de ces stimuli (ici un rapport de 2,05). Cette proportionnalité des rapports est constante quel que soit le montant volé, fraudé ou endommagé.

Tableau 1.

*La gravité perçue de différents délits pour lesquels
on connaît les pertes monétaires subies*

[Retour à la table des matières](#)

Montant volé (1)	Ratio (2)	Score de gravité (3)	Ratio (4)	Score de gra- vité marginale de \$10 ³ (5)
\$10		41,5		
\$130	13	85,2	2,05	3,6
\$1 690	13	174,7	2,05	0,57
\$21 970	13	358,2	2,05	0,09

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Cette constance des rapports d'intensité des stimuli et des sensations est une propriété générale de toute une famille de continuums sensoriels qualifiés de prothétiques (Stevens, 1975). En augmentant de 8 fois un stimulus lumineux, on double l'impression de lumière de l'environnement et cette proportionnalité des rapports (8 à 1 du côté du stimulus, 2 à 1 du côté de la sensation) demeure constante tout au

³ Le score de gravité marginale que procure une perte additionnelle de \$10 est calculé en utilisant la formule suivante : $((G_j - G_i) / (S_j - S_i)) \times 10$. Par exemple $((174,7 - 85,2) / (1690 - 130)) \times 10 = 0,57$.

long du continuum sensoriel. Cette proportionnalité constitue une caractéristique spécifique du stimulus ou sa « signature ».

La modélisation la plus adéquate des jugements de gravité des délits est donc une fonction puissance de type :

$$(1) \quad Y = Ax^b$$

où Y désigne l'intensité perçue de la réponse à un stimulus ;

La courbe de gravité des crimes 207

x mesure l'intensité variable du stimulus ; a est une constante qui dépend de l'unité de mesure choisie et où b est la valeur de la proportionnalité des rapports qui existent entre X et Y.

Puisque plusieurs vignettes incluses dans le sondage faisaient mention des pertes monétaires directes causées par les délits, Wolfgang et coll. (1985) ont pu estimer que pour les délits où des pertes monétaires étaient données, les valeurs empiriques de l'équation (1) étaient les suivantes :

$$(2) \quad Y = 21,8 (\$)^{0,28}$$

où Y est le score de gravité attribué en moyenne par les répondants ;

\$ le montant des biens volés, fraudés ou endommagés ;

21,8 une constante arbitraire (déterminée en partie par la mesure utilisée, soit les dollars américains de 1985) ;

et où 0,28 est l'exposant requis pour qu'une augmentation de 13 fois du stimulus produise une augmentation correspondante de 2,05 des perceptions de gravité (on vérifiera qu'effectivement 13 élevé à la puissance 0,28 donne 2,05).

Même si la gravité perçue des délits contre les biens augmente en fonction des pertes monétaires causées, leur gravité marginale est décroissante (cf tableau 1, colonne 5). Ainsi la désutilité marginale que

procure chaque perte additionnelle de \$10 se traduit par un score additionnel de gravité de 3,6 lorsqu'on hausse le montant volé de \$10 à \$130 (cf tableau 1). Lorsque le vol varie de \$130 à \$1 690, chaque perte additionnelle de \$10 se traduit par un score additionnel de gravité de 0,57. Ce qui est vrai de la gravité marginale des vols est également vrai de l'utilité marginale de l'argent. La satisfaction ou l'utilité marginale que procure chaque supplément de \$10, comme on le sait, est décroissante. La satisfaction que procure un revenu supplémentaire peut, elle aussi, être représentée par une fonction puissance (dont l'exposant est de 0,43). Un bon nombre d'études (recensées par Breault, 1981, notamment celles de Galanter, 1962, 1974 ; voir aussi Tieberghien, 1984, 90) montrent que pour doubler le degré de satisfaction ou l'utilité perçue d'un gain, il est nécessaire d'augmenter de 5 fois le montant réel du gain. Et ce ratio est constant quel que soit le montant d'argent considéré.

Mais pourquoi faut-il seulement quintupler nos gains pour doubler la satisfaction qu'on en retire, alors qu'il faut augmenter de 13 fois le montant volé pour doubler notre évaluation de la gravité du vol ? La consigne reçue par les répondants qui participèrent au sondage de gravité des délits réalisé par Wolfgang et ses collaborateurs n'était pas de comparer la gravité relative des vols de montants différents, mais plutôt de comparer la gravité relative d'un grand nombre de délits en utilisant un délit donné (un vol de bicyclette par exemple) comme point de référence. Certains de ces délits étaient des délits de violence, d'autres des vols, d'autres des fraudes et d'autres relevaient davantage d'une délinquance de trafic. Comme les délits les plus graves sont des délits de violence (viol ou homicide par exemple), les coûts perçus des pertes monétaires ont été *d'emblée relativisés* compte tenu des souffrances plus vives et des dommages souvent irréversibles qu'infligent les crimes de violence. La vignette « Une personne vole \$10 à une victime à la pointe du pistolet. Celle-ci est blessée et doit être hospitalisée » obtient un score de gravité de 345. Quel est le coût perçu d'un tel délit ? Si les pertes monétaires d'un délit (X) produisent une intensité perçue de sa gravité (Y) égale à $21,8 \times 0,28$, alors la valeur « monétaire » (X) qui correspondrait à la gravité relative d'une situation délictuelle donnée (Y) peut être estimée par :

$$(3) \quad X = \sqrt[0,28]{Y / 21,8}.$$

Il en résulte que le coût perçu de ce vol qualifié en dollars américains de 2003 est de \$32 268. Le score de gravité de la vignette « une personne défonce une banque la nuit et vole \$100 000 » est de 339 : jugée à l'aune des souffrances physiques et psychiques, la désutilité des dommages strictement matériels ou monétaires (\$100 000) a été révisée à la baisse. Il en résulte que le coût perçu d'un tel délit est de \$30 818. Parce que les pertes monétaires ont été réévaluées en fonction de la gravité relative des autres types de préjudices et de souffrances infligées dans les situations délictuelles, il est possible d'exprimer en termes monétaires les coûts perçus qu'ils produisent. La raison en est que la base psychophysique des jugements de gravité ne dépend pas d'une métrique particulière mais dépend de la capacité des individus d'établir des rapports constants entre leurs perceptions de préjudices d'intensité différente. Nous aurions pu, tout aussi bien, utiliser l'échelle de gravité des lésions corporelles qu'utilisent les milieux hospitaliers (Allen, 1986) pour exprimer les coûts perçus des crimes contre les biens. On peut ainsi attribuer à chaque cote de gravité relative des vignettes délictuelles, leurs équivalences monétaires ⁴.

Un premier mérite de l'équation (3) est de visualiser la courbe de gravité des crimes parce qu'elle met en relation les coûts perçus des vignettes délictuelles (Y) et les cotes de gravité elles-mêmes. Les figures I à IV présentent les courbes de gravité de la délinquance violente, des crimes contre la propriété, de la criminalité en col blanc et de la délinquance de marché.

Ces courbes de gravité méritent qu'on s'y attarde. La courbure caractéristique de la gravité des crimes résulte, bien entendu, de la gravité marginale décroissante des délits et correspond à une fonction puissance dont la valeur de l'exposant est de 0,28. Certaines familles de crimes (les délits de violence) produisent des préjudices parfois bénins et parfois extrêmes de sorte qu'on les retrouve tout au long de la courbe de gravité (qui varie de \$7 à plus de \$1 000 000). Les coûts perçus de la plupart des délits usuels contre les biens que décrivent les vignettes de l'enquête se localisent sur une portion limitée du spectre

⁴ Ces équivalences monétaires sont présentées en dollars américains de 2003 plutôt que de 1985 (1\$ de 1985 valant 1,7\$ de 2003).

(de \$10 à \$10 000 par délit), alors que les coûts perçus de la délinquance en col blanc sont le plus souvent beaucoup plus importants (\$10 000 à \$100 000 ⁵). Les coûts perçus des délits associés aux marchés de biens et services illicites présentent la plus grande variabilité parce que les délits de possession (de marijuana par exemple) et les délits de trafic (d'héroïne par exemple) se localisent aux extrêmes de la courbe générale de gravité (les préjudices perçus varient en effet de \$5 à \$500 000).

Il reste que le mérite le plus important de l'équation (3) est de donner un sens objectivable aux jugements de gravité des personnes interrogées. En se limitant à l'analyse des cotes relatives de gravité aux vignettes du sondage, il est relativement aisé de se persuader du caractère purement « subjectif » et « arbitraire » des attributions de gravité des répondants. Il n'en reste pas moins que ceux-ci souhaitent implicitement signaler ou signifier leur appréciation des coûts perçus des préjudices que décrivent les vignettes délictuelles qui sont portées à leur attention. En traduisant en « équivalents monétaires » les coûts perçus de ces délits, on retrouve le « sens » implicite des cotes de gravité octroyées. Du même coup, il devient possible de poser la question : cette évaluation collective implicite des coûts de la criminalité est-elle valide ?

⁵ Nous excluons ici les vignettes des délits d'affaires qui entraînent mort d'hommes.

Figure 1
Courbe de la gravité des délits de violence

[Retour à la table des matières](#)

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Figure 2

Courbe de la gravité des atteintes à la propriété

[Retour à la table des matières](#)

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Figure 3

Courbe de la gravité de la criminalité en col blanc

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 3. — Courbe de la gravité de la criminalité en col blanc

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Figure 4
Courbe de la gravité des marchés illicites

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 4. — Courbe de la gravité des marchés illicites

Source : Wolfgang et coll., 1985.

Source : Wolfgang et coll., 1985.

2. L'objectivité des jugements de gravité des délits

[Retour à la table des matières](#)

Puisque les jugements de gravité des délits évaluent l'ampleur relative des dommages causés, il est raisonnable de se tourner vers les études consacrées aux coûts de la criminalité pour évaluer jusqu'à quel point les coûts perçus qui se dégagent des enquêtes d'opinion publique correspondent ou non aux coûts calculés par les économistes. Or, il se trouve qu'un petit nombre d'études récentes (Mayhew, 2003 ; Brand et Price, 2000 ; Cohen, 1988 a, 2000 ; pour un bilan voir Tremblay et Bouchard, 2003) présentent un certain nombre de caractéristiques qui rendent leurs résultats relativement comparables à ceux de l'enquête de Wolfgang.

Primo, elles ciblent des sous-ensembles relativement « homogènes » de groupes de délits (homicides, agressions sexuelles, cambriolages résidentiels, etc.) pour lesquels le coût unitaire moyen des torts causés est évalué. Secundo, elles distinguent soigneusement les coûts des conséquences immédiates qu'infligent les situations délicieuses (par exemple, les dommages corporels) des coûts qui sont encourus pour y « réagir » ou pour prévenir leur occurrence. Tertio, elles font un usage systématique des sondages de victimisation pour apprécier la proportion de délits qui ne sont pas signalés aux autorités policières. Quarto, elles incorporent une variété de coûts bien réels quoique « intangibles », c'est-à-dire « hors marché ». Ces coûts intangibles sont évalués indirectement en analysant les compensations que les tribunaux civils et les administrations publiques accordent pour les souffrances morales subies (Cohen, 1988 a) ou pour les blessures et les soins des victimes d'accidents de la route (Mayhew, 2003). Une autre

stratégie a été de procéder par voie de sondage ⁶ et de demander aux personnes interrogées de spécifier les compensations jugées acceptables pour les désagréments occasionnés (Mayhew, 2003) ou les montants qu'ils seraient prêts à déboursier effectivement pour éviter d'en subir les conséquences (Brand et Price, 2000 ; Cohen et coll., 2001). Il devient donc possible de jauger, de manière au moins approximative, jusqu'à quel point l'évaluation implicite des coûts estimés dans les jugements de gravité s'écarte de manière substantielle ou non de l'évaluation explicite des coûts pratiquée par les économistes.

Dans un domaine aussi approximatif que celui de l'évaluation des coûts de la criminalité, la question n'est pas de décerner un certificat d'exactitude mais d'examiner si les équivalences monétaires des jugements collectifs de gravité des délits apparaissent, somme toute, plausibles et « raisonnables ». Il s'agit donc de vérifier si l'ordre de grandeur des coûts « perçus » est voisin de celui des coûts « objectivés » par les économistes. Pour fins de comparaison, toutes les estimations chiffrées qui sont présentées dans le tableau 2 (l'étude britannique de Brand et Price, 2000 ; l'étude australienne de Mayhew, 2003 ; les travaux aux États-Unis de Cohen, 1988 a, 1988 b et 2001) ont été converties en dollars américains de 2003 (équivalent à 0,87 €). Nous avons aussi tenu compte du taux d'inflation des devises puisque l'étude de base de Cohen (1988) et l'enquête de Wolfgang et coll. (1985) ne sont pas récentes (le taux d'inflation a augmenté de 67% depuis 1985 aux États-Unis, et de 6,5% au Royaume-Uni depuis 1999).

⁶ Ces sondages sont appelés des sondages d'évaluation « contingente » ou conditionnelle. Leur objectif est de déterminer le prix que les personnes interrogées seraient prêtes à payer pour éviter un dommage ou la compensation monétaire qu'elles seraient prêtes à accepter en dédommagement du dommage encouru. Dans le premier cas, l'enquêteur propose une enchère de départ et l'augmente progressivement jusqu'au moment où le répondant refuse de payer. Dans le deuxième cas, les enchères sont graduellement abaissées (Pearce et Markandya, 1989 ; Mitchell et Carson, 1989). Ce type de sondage est utilisé pour évaluer les bénéfices « intangibles » de divers programmes de réduction des méfaits (par exemple, Zarkin et coll., 2000). Il est préférable d'opter pour la « disposition à payer » lorsqu'on cherche à estimer la valeur d'un avantage potentiel, niais pour la « disposition à accepter » lorsqu'on demande aux personnes interrogées d'évaluer la valeur d'un préjudice potentiel ou subi.

Précisons d'entrée de jeu que les coûts estimés par les trois études actuarielles ne sont pas strictement comparables. Les pratiques légales et policières diffèrent d'un pays à l'autre et les délits eux-mêmes n'ont pas nécessairement la même gravité d'un pays à l'autre. C'est le cas par exemple des vols qualifiés qui sont plus dangereux aux États-Unis qu'au Royaume-Uni en raison de la proportion élevée de braquages commis avec des armes à feu. Les critères de catégorisation et leur finesse de résolution varient également d'une étude à l'autre. En outre, les méthodologies utilisées pour chiffrer les coûts intangibles de la criminalité sont également différentes. C'est le cas par exemple des travaux de Cohen (1988 b, 2001) qui se basent sur les indemnisations que les tribunaux civils ont accordé aux demandeurs, alors que les deux autres études (Brand et Price, 2000 ; Mayhew, 2003) utilisent les indemnisations consenties aux victimes d'accidents de la route par des commissions administratives. Cet état de choses explique en partie pourquoi les coûts des agressions sexuelles sont largement sous-estimés dans les études britannique et australienne.

Tableau 2.

Équivalents monétaires des jugements de gravité (Wolfgang et coll., 1985) et coûts unitaires estimés de la criminalité par catégorie de délit (en dollars américains de 2003)

[Retour à la table des matières](#)

	Études économiques			Enquête jugements de gravité	
	Australie (Mayhew, 2003)	Angleterre (Brand et Price, 2000)	États-Unis (Cohen, 1988 b, 2001)	Vignettes standardi- sées	Vignettes du sondage
Homicide	1,1 à 1,7 M	1,9 M	4 M		
Viol et homicide					2,4 M (2)
Homicide conjugal					0,8 M (6)
Enlèvement			184,483	122,080	93,642 (26) à 156,968 (22)
Agression sexuelle	1,729	3,057	85,267 à 107,880	118,300	77,256 (29)
Avec blessures	6,293				
Sans blessures	346				
Attouchement					592 (142)
Vol qualifié	2,490	8,575	9,920	5,409	7,065 (82)
Vol de banque			31,412	49,424	30,818 (55)
Avec blessures + soins médicaux	11,757		23,560		24,796 (56)
Sans blessures	228		2,480		702 (140) à 2,868 (105)
Incendie criminel			46,500 à 56,027	66,104	
Avec blessures			251,472		
Sans blessures			20,460		15,268 (65)
Cambriolage	1,660		1,851	3,029	
Résidentiel	1,383	4,066			5,546 (49)
Non résidentiel	3,112	4,773			de 2,065 (116) à 5,845 (84)

	Études économiques			Enquête jugements de gravité	
	Australie (Mayhew, 2003)	Angleterre (Brand et Price, 2000)	États-Unis (Cohen, 1988 b, 2001)	Vignettes standardi- sées	Vignettes du sondage
Vol de véhicule moteur	4,149	7,336	2,194 à 8,680	5,222	2,955 (104) à 8,511 (77)
Vol dans véhicule mo- teur	380	1,025			1,433 (127)
Tentative de vol de véhicule	495				171 (156)
Voie de faits	1,245	2,201	11,160 à 20,087	7,468	12,125 (69)
Hospitalisation	34,578				33,601 (51)
Blessures + soins mé- dicaux		2,766			3,597 (101)
Blessures sans soins médicaux	692	1,223	5,545		2,738 (108)
Taux de conversion (\$ US 2003)	1,24	1,065	1,67	1,67	1,67

On doit aussi souligner que l'unité d'analyse de l'enquête sur les jugements de gravité est beaucoup plus fine que ne l'est celle des économistes. Ces derniers s'intéressent à des familles de crimes - les « cambriolages résidentiels » par exemple - et estiment les préjudices causés par un délit typique dans cette catégorie. L'enquête de Wolfgang et coll. (1985) propose un script de base d'une famille de délits (les cambriolages par exemple) dont on fait varier systématiquement certaines caractéristiques, mais aucun effort systématique n'est fait pour identifier le « cambriolage moyen ». Mais dans la plupart des cas il est possible d'apparier les vignettes du sondage à ces catégories de délits (le numéro des vignettes est indiqué entre parenthèses). Par bonheur, Cohen (1988 *b*) avait bien compris la pertinence de comparer le degré de gravité des délits jugés dans l'enquête de Wolfgang et

coll. (1985) aux évaluations actuarielles de leurs coûts. Pour mener à bien cette comparaison il a procédé en deux étapes. La première étape a été d'analyser les vignettes d'une même catégorie de délits (toutes les vignettes mettant en scène un vol qualifié par exemple) et d'estimer (par analyse de régression multiple) l'impact spécifique de chaque paramètre (mesuré par son coefficient de régression) dont on avait fait varier la valeur (arme à feu ou non, montant volé, blessure ou non, hospitalisation ou non, etc.) sur les cotes de gravité. La deuxième étape a été d'identifier la proportion de vols qualifiés commis avec des armes à feu aux États-Unis, le montant extorqué en moyenne par ces vols, la proportion de victimes blessées ou hospitalisées, etc. Ces valeurs observées ont été alors combinées pour constituer une « vignette typique standardisée » et intégrées dans l'équation obtenue lors de la première étape afin d'estimer la cote de gravité susceptible d'être attribuée au vol qualifié typique commis sur le sol américain. Cette démarche a été déployée pour toutes les autres catégories de délits présentées dans la quatrième colonne du tableau 2. Cette colonne présente les équivalents monétaires des cotes de gravité des « vignettes standardisées » que Cohen (1988 *b*) a dérivées de l'enquête de Wolfgang et coll. (1985).

La conclusion de l'étude de Cohen (1988 *b*) est fort instructive pour notre propos. D'un côté, il reconnaît que les jugements de gravité de l'opinion publique américaine donnent lieu à un ordonnancement global qui correspond fort bien à celui qu'on obtient en comptabilisant leurs coûts tangibles et intangibles (ou « hors marché »). De l'autre, il est d'avis que les jugements de gravité ont pour inconvénient principal de sous-estimer l'ampleur des préjudices causés par les délits de violence (Cohen, 1988 *b* ; Cohen, 2000, 26) : ainsi un viol serait jugé « six fois plus grave » seulement qu'un petit vol, alors que les coûts des préjudices causés seraient en réalité 300 fois plus importants. Or, cette deuxième conclusion est inexacte et témoigne d'un malentendu. Si Cohen avait utilisé (cf. section 1, *supra*) l'équation (3) pour calculer la valeur monétaire des préjudices causés par un « viol typique », il aurait constaté que celle-ci était en réalité 700 fois plus élevée que celle des dommages occasionnés par un petit vol (pour une analyse plus détaillée de ce malentendu, voir Tremblay et Bouchard, 2003, 105-107).

Nonobstant les précautions d'interprétation que requiert l'interprétation des données du tableau 2, la direction générale des résultats qu'il présente est passablement claire. Les évaluations implicites de la valeur des préjudices que l'on peut dériver des jugements de gravité concordent de manière surprenante avec les estimations objectivées chiffrées par les économistes. On remarquera tout d'abord à quel point l'ordre de grandeur des « équivalents monétaires » des cotes de gravité se rapproche de celui des économistes : milliers de dollars pour les cambriolages et les vols, dizaines de milliers pour les voies de faits et les vols qualifiés graves, centaines de milliers pour les agressions sexuelles graves et les enlèvements, millions de dollars pour les homicides. La valeur monétaire des préjudices causés par un homicide conjugal typique (« un homme poignarde sa femme. Elle en meurt ») est de \$845 000. Elle est de \$2 445 000 lorsqu'il s'agit d'un meurtre sexuel (« Un homme viole une victime avec une arme à feu. La victime se débat, est abattue et en meurt »). Les sondages d'évaluation « contingente » indiquent que le « prix » d'une vie humaine correspondrait, dans les pays développés, à une valeur de 2,5 millions en dollars américains (Cohen, 1990, 140). Les estimations du coût d'un homicide proposées par Mayhew (2003), Brand et Price (2000) et Cohen (2001) varient de 1,1 à 4 millions de dollars.

Les concordances sont encore plus nettes lorsque les situations délictuelles sont rendues comparables aux catégories de délits utilisées par les économistes : ainsi les coûts perçus des vignettes *standardisées* de la colonne 4 du tableau 2 sont davantage comparables aux estimations actuarielles de Cohen (1988 *b*) présentées dans la colonne 3 qu'à celles de Mayhew (2003) et de Brand et Price (2000) présentées dans les colonnes 1 et 2. Les concordances sont également plus manifestes lorsque les catégories de délits sont relativement fines et bien décrites par les vignettes soumises à l'opinion publique (colonne 5 du tableau 2). C'est le cas, par exemple, des coûts imputés aux incendies criminels qui ne font pas de blessés : \$20 500 par incident selon Brand et Price (2000), \$15 300 selon l'évaluation implicite des jugements de gravité. Ou de l'évaluation des pertes des vols dans les véhicules : \$1 025 selon l'étude britannique (Brand et Price, 2000) et \$1 300 selon l'enquête de Wolfgang. On peut également penser que la vignette qui dans le sondage décrit un délit sexuel mineur et dont les préjudices sont évalués à \$590 (« Un homme fait des attouchements sur le corps

d'une femme puis se sauve ») correspond probablement aux délits sexuels « sans blessures » de l'étude australienne dont les coûts sont estimés à \$370 (Mayhew, 2003).

Nous venons de voir que les jugements individuels de gravité des crimes donnent lieu à des évaluations implicites de leurs coûts et que ces évaluations tendent à concorder avec les estimations que nous offrent les économistes. Si les acteurs sociaux ont de bonnes raisons d'être persuadés de la « véracité » de leurs jugements normatifs, on devrait s'attendre à ce que ceux-ci influencent à leur tour leurs comportements, notamment la fréquence des délits de gravité variable qu'ils commettent. Pour apprécier la force de l'adhésion des acteurs sociaux aux normes de gravité, il nous a semblé plus utile d'évaluer directement si la gravité perçue d'un délit influençait son incidence que d'évaluer la convergence consensuelle des jugements individuels de gravité ⁷.

⁷ Il existe une littérature considérable sur le degré de consensus normatif dont font l'objet les jugements de gravité des délits. Un traitement adéquat de ces questions débordait le cadre de cet article et aurait exigé, en outre, une recodification des données de base de l'enquête de Wolfgang et de nouvelles analyses. Ici nous avons été davantage attentifs à l'adhésion normative effective que révèlent les comportements effectifs des acteurs sociaux (la fréquence avec laquelle ils commettent tel ou tel délit) qu'à l'adhésion normative apparente, le plus souvent ambiguë, qui se dégage de leurs déclarations et qui sont souvent contaminées par les consignes souvent réductionnistes des chercheurs eux-mêmes (voir par exemple, Rossi et Henry, 1980, 492). On ne mesure pas la gravité perçue d'un crime en demandant aux répondants la peine qu'il mériterait ou en évaluant leur indignation morale sur une échelle de 1 à 10, pas plus qu'on ne capte la sévérité perçue d'une peine en leur demandant la sentence qui devrait être imposée à son auteur ou les finalités qu'ils en attendent.

3. Fréquence et gravité des délits

[Retour à la table des matières](#)

Plus un crime est grave, plus les victimes potentielles consacrent d'efforts pour éviter d'en être la cible, plus les autorités publiques mobiliseront les ressources dont elles disposent pour assurer sa répression, et moins on trouvera de délinquants potentiels qui souhaitent les commettre ou sont prêts à en assumer les conséquences. En d'autres termes, plus les délits sont graves, moins ils devraient être fréquents : peu d'homicides, mais un grand nombre de petits vols. Bon nombre d'études de terrain témoignent de cette tendance centrale : 80% des adolescents interrogés sur le nombre de vols d'une valeur située entre 2 et 50\$ répondent jamais, 15% répondent une ou deux fois, 3% répondent plusieurs fois et 1% répondent très souvent (Cusson, 1993) ; 75% des conducteurs s'arrêtent complètement devant le panneau d'arrêt, 23% ralentissent de manière significative et seulement 2% passaient outre sans ralentir (Katz et Schanck, 1938 ; Fearing et Krise, 1941 ; Clarke et Weisburd, 1990). On a longtemps supposé que le penchant à la déviance (ou au conformisme) serait, comme bon nombre de traits de personnalité, notamment l'impulsivité, l'égoïsme, ou le quotient intellectuel, « normalement » distribué dans la population. À un extrême de cette distribution se localiserait une minorité héroïque de « purs altruistes » et à l'autre extrême une minorité anémique de « purs déviants ».

Une telle conception (que l'on retrouve chez Quételet et qui a été reprise par la suite par Wilkins, 1965) ne va pas de soi (Allport, 1934 ; Fearing et Krise, 1941 ; Clarke et Weisburd, 1990). 1/ Toutes les distributions de délinquance obtenues par voie de sondage de délinquance révélée ou d'arrestations (voir par exemple Blumstein et colt, 1986 ; Elliot et colt, 1985) présentent la forme d'une fonction puissance décroissante (une courbe en L ou en J inversé), et plus le crime est grave, plus la courbure est escarpée. 2/ Une distribution gaussienne sous-estime de manière très marquée la proportion de délinquants

chroniques et récidivistes (Clarke et Weisburd, 1990, 22) et cette anomalie met en relief le caractère bizarre et artificiel d'un modèle qui soutient, à l'encontre du sens commun, que la prévalence des acteurs sociaux qui dévient « en bien » de la moyenne Ces « saints » devraient être aussi nombreux que ceux qui s'en écartent « en mal ». 3/ On ne voit guère, enfin, à quoi correspondrait la contrepartie vertueuse ou « conformiste » d'un viol, d'un homicide ou d'un vol à main armée. En changeant d'unité d'analyse Ces délinquants plutôt que les délits), on délaisse le champ observable des conséquences prévisibles et connues d'une décision (les préjudices causés par le délit) au profit d'une force psychique obscure et indéterminée Ce penchant délinquant ou le penchant à la déviance).

Nous proposons une modélisation qui évite la tautologie et qui en outre est aisément falsifiable. La première hypothèse stipule que la distribution de gravité des gravités témoigne d'un effet structurant du contrôle social (Allport, 1934 ; Clarke et Weisburd, 1990 ; Cusson, 1993). Elle prend en considération les distributions de délinquance effectivement observées et stipule que la fréquence des délits diminue de manière exponentielle en fonction de leur gravité perçue, qu'elle tend vers zéro lorsque la gravité du délit est extrême (tend vers l'infini) et qu'elle devient très commune (et tend vers l'infini) lorsque sa gravité est voisine de zéro. En d'autres termes,

$$(4) \quad F = k / G^w$$

où F est la fréquence absolue d'un délit et G sa gravité perçue.

L'utilité de l'enquête de Wolfgang et coll. (1985) est ici manifeste puisqu'elle permet de spécifier à titre d'hypothèse auxiliaire que la gravité perçue des crimes est une fonction puissance des préjudices qu'ils causent :

$$(5) \quad G = a X^b$$

où G est la gravité perçue d'un délit et X son coût estimé réel,

D'où, par substitution et transformation de chaque terme de l'équation :

$$(6) \quad F = k / (a X^b)^w$$

$$(7) \quad \log(F) = [\log(k) - w \cdot \log(a)] - w \cdot b \cdot \log(X).$$

C'est cette dernière équation qui est la plus utile puisqu'elle prévoit que le logarithme de la fréquence des délits ; devrait être proportionnel au logarithme de la valeur des coûts qu'ils produisent. Encore faut-il disposer d'études qui comme celles de Brand et Price (2000) et de Mayhew (2003) ont à la fois comptabilisé les coûts tangibles (monétaires) et moraux (non monétaires) d'une variété de délits relativement spécifiques et incorporés dans le dénombrement de leur fréquence relative une pondération systématique des incidents qui n'ont pas été signalés aux autorités policières ⁸. Pour rendre les données britanniques et australiennes comparables, nous avons tenu compte du taux de change entre la livre et le dollar australien et des différences de Population.

⁸ Sur la dynamique des facteurs qui influencent les décisions individuelles de signaler ou non un délit aux autorités policières, voir par exemple Tremblay (1998).

Fig. 5.

La relation entre l'incidence et le coût moyen des délits conventionnels en Australie (Mayhew, 2003, N = 17) et en Angleterre (Brand et Price, 2000, N = 10)

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 3.
*Analyse de régression de la fréquence des délits
 en fonction de leurs coûts unitaires moyens*

[Retour à la table des matières](#)

	Nombre d'observa- tions	Constante	Coefficient de régres- sion	R ²
Angleterre et Pays de Galles				0,68
Ensemble des délits	16	8,403	0,831	
Délits contre les particuliers seulement	10	8,694	0,854	0,90
Australie	17	7,830	0,772	0,69

Source : Brand et Price, 2000 ; Mayhew, 2003.

Les résultats sont passablement concluants comme en témoignent les diagrammes de dispersion (fig. 5) et les équations du tableau 3 dont la constante et le coefficient correspondent respectivement au premier et au deuxième terme de l'équation (7). La distribution observée concorde avec la distribution attendue (variance expliquée d'environ 70%). Cette concordance est encore plus marquée lorsqu'on dispose de mesures fiables de leur incidence et des coûts moyens par délit, comme c'est le cas pour le sous-ensemble des délits commis à l'endroit des particuliers (cf tableau 3). Les paramètres des équations de ce tableau sont très similaires en Australie et en Angleterre : cette similarité suggère que la relation observée entre la gravité des délits et leur fréquence a une portée très générale. Il est possible que la plupart des sociétés développées présentent, quels que soient leurs taux de criminalité, une distribution à peu près équivalente de la gravité relative des délits qui s'y produisent. Ces résultats sont importants. Si la fréquence relative d'un délit est influencée par les coûts qu'il cause, ne doit-on pas en conclure que les acteurs sociaux partagent généralement la même évaluation de leur gravité ? Et si la fréquence relative d'un délit dépend des jugements que les délinquants, les victimes et les

autorités publiques portent sur sa gravité, ne doit-on pas en conclure que la distribution de la criminalité soit en elle-même *un fait normatif collectif* ?

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie des sentiments moraux gagnerait à ne pas disqualifier d'entrée de jeu la validité présomptive des jugements normatifs individuels ou collectifs. Dans cet article nous nous sommes intéressés à une variété de jugements qui prennent la forme d'« énoncés sténographiques » qui incorporent à la fois un jugement de fait et un jugement de valeur (Boudon, 1995, 33). Il n'y a guère de doute que les 60 000 sujets de la *National Severity of Crime Survey* avaient parfaitement compris la tâche normative qu'on attendait d'eux : s'ils évaluent la gravité relative d'un délit en tenant compte « de l'inégalité des rapports de force des protagonistes », c'est sans doute parce qu'ils estimaient qu'ils *devaient* le faire, tout comme ils estimaient *juste* « d'apprécier les préjudices potentiels auxquels ont été exposées les victimes » ou de « pondérer adéquatement la capacité des victimes d'en absorber les coûts ». Il est vrai qu'une telle tâche ne se prête guère à une reconstitution des systèmes de raisons sur lesquels s'appuient les répondants pour établir le bien-fondé de leurs jugements. En revanche, les jugements de gravité recueillis se présentent d'emblée comme des « perceptions », c'est-à-dire des jugements de fait objectivables. Nous avons examiné, dans cet article, les mérites d'un modèle d'analyse « réaliste » qui stipule que les jugements de gravité relative dont les délits font l'objet présentent la même certitude intuitive, la même évidence contraignante, la même véracité présomptive que n'importe quel jugement de fait : si les acteurs sociaux jugent que le délit A est plus grave que le délit B c'est qu'ils ont de bonnes raisons de croire que les préjudices causés par le délit A sont effectivement plus importants que les torts habituellement produits par le délit B.

Les économistes distinguent soigneusement les jugements « déclarés » ou explicites que sollicitent les sondages d'évaluation contingente destinés à évaluer la valeur « intangible » de biens publics (comme la sécurité ou la qualité de l'air) et les jugements « implicites » ou « révélés » qui se dégagent d'une analyse de leurs comportements individuels. C'est ainsi qu'on a pu estimer la valeur implicite accordée à la vie humaine en analysant les différences de salaires des postes de travail qui présentaient des taux de risque très différents d'accidents (Viscusi, 1983, 1993). De manière analogue, on a estimé la valeur implicite que les individus attribuent à la sécurité de leur quartier de résidence en analysant les variations intra-urbaines des valeurs des propriétés résidentielles dans des quartiers qui présentaient des taux de criminalité très différents (Thaler, 1978 ; Rizzo, 1979 ; Hellman et Naroff, 1979 ; voir aussi Cohen, 2000). C'est là qu'on trouve la caractéristique la plus importante et la plus originale du sondage de gravité réalisé par Wolfgang et coll. (1985). Les jugements de gravité recueillis « révèlent » leurs évaluations des coûts des préjudices que décrivent les vignettes délictuelles. Ils ne sont donc pas assujettis aux biais inflationnistes intrinsèques des sondages d'évaluation contingente qui demandent aux répondants de déclarer explicitement leurs préférences et d'indiquer eux-mêmes le prix qu'ils seraient disposés à payer pour une baisse de la criminalité. D'une certaine manière, l'opacité même des exercices de discrimination perceptuelle exigés par l'enquête de Wolfgang et coll. (1985) offre à cet égard une garantie de validité supplémentaire.

Nous avons pris acte, toutefois, du fait que la démonstration expérimentale, pourtant très soignée, que Wolfgang et coll. (1985) ont utilisée pour établir la validité « psychophysique » des estimations de grandeur des rapports de gravité entre délits qu'ils ont obtenues de leurs répondants, ne semble pas avoir incité les sociologues à reconnaître la pertinence de faire usage d'une métrique objectivable des jugements de gravité ou à rechercher les raisons pour lesquelles les acteurs pouvaient si aisément juger, et en toute bonne foi, du bien-fondé des tarifications dont font usage les tribunaux criminels pour statuer sur la gravité « réelle » d'un délit ou la sévérité d'une peine ⁹. On doit

⁹ Les jugements relatifs à la sévérité perçue des peines présentent des propriétés similaires à celles des jugements de gravité des délits. il est inexact, toutefois,

cependant admettre que l'analyse que proposèrent Wolfgang et ses collaborateurs des résultats de leur enquête prend la forme d'un rapport « technique » de recherche, que ces chercheurs se sont principalement attachés à établir la validité *opératoire* de leur échelle de gravité des crimes et qu'ils ont évité de se prononcer sur la véracité présumptive ou le sens des jugements de gravité qu'ils avaient recueillis. Notre objectif, ici, a été d'évaluer cette véracité et d'imaginer deux tests susceptibles de nous renseigner sur les mérites d'accorder à ces jugements normatifs une présomption d'objectivité. Prenant pour acquis la thèse, initialement formulée par Stevens (1975) et vérifiée par la suite par Wolfgang et coll. (1985), selon laquelle la gravité perçue d'un crime serait une fonction puissance de l'intensité des préjudices qu'il cause, nous avons tout d'abord démontré qu'une telle fonction incorporait implicitement, à l'insu même des personnes interrogées, une évaluation implicite des coûts perçus des préjudices tangibles et intangibles décrits dans les vignettes délictuelles qui leur étaient soumises. Cette découverte s'est révélée d'autant plus intéressante que les coûts perçus pouvaient être chiffrés en termes monétaires, qu'ils semblaient *prima facie* parfaitement raisonnables et, enfin, qu'ils concordaient de manière surprenante avec les études les plus soignées que les économistes ont consacrées aux coûts de la criminalité. Pour apprécier, en un deuxième temps, la force de l'adhésion des acteurs sociaux aux normes de gravité, il nous a semblé plus utile d'évaluer directement jusqu'à quel point la gravité perçue d'un délit influençait sa fréquence effective que d'exiger une uniformité des jugements individuels que les individus portent sur les délits. Il se trouve qu'en stipulant que la gravité perçue d'un délit est une fonction puissante des coûts qu'il impose à autrui, on est en mesure de prédire adéquatement sa fréquence dans un environnement donné. Il en résulte que la distribution de la criminalité (sa « courbe de gravité ») doit être comprise comme une distribution en elle-même normative. Elle n'est pas le reflet naturel d'un penchant délinquant, dont on feint de se persuader qu'il serait « normalement » réparti dans la population. Elle résulte plutôt d'une appréciation « réaliste » (de la part des délinquants sans doute, mais aussi des victimes et des pouvoirs publics) des coûts que

de supposer que les sujets confondent ces deux types d'évaluation fort différentes dans leurs fonctions ou leurs finalités (Tremblay et coll., 1987 ; Tremblay, 1989, 1993).

produit la criminalité et témoigne ainsi de l'« effet structurant » des mécanismes de contrôle social. Lorsque ces coûts diminuent, la criminalité augmentera ; et lorsqu'ils augmentent, elle diminuera. Ces résultats n'excluent pas qu'une augmentation indépendante de la fréquence d'un délit puisse à son tour diminuer, par accoutumance ou saturation, sa gravité perçue (Cusson, 1990, 139-143). Mais il y a fort à parier que cet effet en boucle ne soit opérant, dans les sociétés riches, stables et policées, que pour les délits relativement bénins mais très nombreux qui s'agglutinent aux toutes premières marches de l'universelle courbe de gravité des crimes.

Pierre TREMBLAY, Martin BOUCHARD et Chloé LECLERC

*École de criminologie,
Université de Montréal
courriel : pierre.tremblay@umontreal.ca*

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#)

Allen Roy B., 1986, « Measuring the severity of physical injury among assault and homicide victims », *Journal of Quantitative Criminology*, 2, 2, pp. 139-156.

Allport Floyd H., 1934, « The J-curve hypothesis of conforming behaviour », *Journal of Social Psychology*, 5, pp. 141-183.

Blumstein Alfred, Cohen Jacqueline, Roth. Jeffrey A., Visher Christy A., 1986, *Criminal Careers and « Career Criminals »*, Washington, National Academy Press.

Bonnet Christian, 1969, « Les échelles subjectives directes en psychologie », *L'Année psychologique*, 69, pp. 247-264.

Boudon Raymond, 1995, *Le juste et le vrai. Études sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Paris, Fayard.

Brand Sam, Price Richard, 2000, *The Economic and Social Costs of Crime*, Londres, Home Office.

Breault Kevin D., 1981, « Modern psychophysical measurement of marginal utility : A return to introspective cardinality ? », *Social Science Quarterly*, 62, 4, pp. 672-683.

Clarke Ronald V., Weisburd David L., 1990, « On the distribution of deviance », in Don M. Gottfredson et V. Clarke Ronald (eds), *Policy and Theory in Criminal justice*, Aldeshort, Avebury.

Cohen Mark A., 1988 a, « Pain, suffering and jury rewards : A study of the cost of crime to victims », *Law and Society Review*, 22, pp. 537-555.

Cohen Mark A., 1988 b, « Some new evidence on the seriousness of crime », *Criminology*, 26, 2, pp. 343-353.

Cohen Mark A., 1990, « A note on the cost of crime to victims », *Urban Studies*, 27, 1, pp. 139-146.

Cohen Mark A., 2000, « Measuring the costs and benefits of crime and justice », in *Measurement and Analysis of Crime and justice. Criminal justice 2000*, National Institute of Justice, vol. 4, pp. 263-315.

Cohen Mark A., Rust Roland T., Steen Sara, Tidd Simon T., 2001, *Willingness-to-pay for Crime Control Programs*, Owen Graduate School of Management, Université Vanderbilt.

Cullen Francis T., Bruce J. R., Link D., Pozanzi Craig W., 1982, « The seriousness of crime revisited : Are attitudes toward white-collar crime changing ? », *Criminology*, 20, pp. 83-102.

Cusson Maurice, 1993, « L'effet structurant du contrôle social », *Criminologie*, 26, pp. 37-62.

Cusson Maurice, 1990, *Croissance et décroissance du crime*, Paris, P.U.F. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Cusson Maurice, 1998, *Criminologie actuelle*, Paris, P.U.F.

Elliott Delbert S., Huizinga David, Ageton Suzanne, 1985, *Explaining Delinquency and Drug Use*, Beverly Hills, Sage.

Fearing Franklin, Kris Ernst, 1941, « Conforming behavior and the J-curve hypothesis », *Journal of Social Psychology*, 14, pp. 109-118.

Galanter Eugene, 1962, « The direct measurement of utility and subjective probability », *American Journal of Psychology*, 75, pp. 208-220.

Hamilton V. Lee, Rytina Steve, 1980, « Social consensus on norms of justice : Should the punishment fit the crime ? », *American Journal of Sociology*, 85, pp. 1117-1144.

Hellman Daryl A., Naroff Joel. L., 1979, « The impact of crime on urban residential property values », *Urban Studies*, 16, 1, pp. 105-112.

Lindsay Peter H., Norman Donald A., 1977, *Traitement de l'information et comportement humain*, Montréal, Études vivantes.

Mayhew Patricia, 2003, *Counting the Costs of Crime in Australia*, Canberra, Australian Institute of Criminology.

Miethe Terence, 1982, « Public consensus on crime seriousness », *Criminology*, 20, pp. 515-526.

Miethe Terence, 1984, « Types of consensus in public evaluations of crime : An illustration of strategies for measuring consensus », *Journal of Criminal Law and Criminology*, 75, 2, pp. 459-473.

Mitchell Robert C., Carson Richard T., 1989, *Using Suneys to Value Public Goods : The Contingent Valuation Method*, Washington DC, Resources for the future.

Ocqueteau Frédéric, Perez-Diaz Claudine, 1989, *Justice pénale, délinquances, déviances. Évolution des représentations dans la société française*, Paris, CESDIP.

Ocqueteau Frédéric, Perez-Diaz Claudine, 1990, « *Comment les Français réprouvent-ils le crime aujourd'hui ?* », *Déviance et société*, 14, pp. 253-273.

Parton Daniel A., Hansel Mark, Stratton John R., 1990, « *Measuring crime seriousness* », *British Journal of Criminology*, 30, pp. 72-85.

Pearce David W., Markandya Anil, 1989, *L'évaluation monétaire des avantages des politiques de l'environnement*, Paris, OCDE.

Pease Ken, Ireson Judith, Thorpe Jennifer, 1974, « *Additivity assumptions in the measurement of delinquency* », *British journal of Criminology*, 5, pp. 256-263.

Rizzo Mario J., 1979, « *The cost of crime to victims : An empirical analysis* », *Journal of Legal Studies*, 8, pp. 177-205.

Rossi Peter H., Waite Emily, Bose Christine E., Berk Richard E., 1974, « *The seriousness of crimes : Normative structure and individual differences* », *American Sociological Review*, 39, pp. 224-237.

Rossi Peter H., Henry J. Patrick, 1980, « *Seriousness : A measure for all purposes ?* », in M. W. Klein et K. S. Tielmann (eds), *Handbook of Criminal Justice Evaluation*, Beverly Hills CA, Sage, pp. 489-505.

Rossi Peter H., Berk Richard A., 1985, « *Varieties of normative consensus* », *American Sociological Review*, 50, pp. 333-347.

Sellin Thorsten, Wolfgang Marvin E., 1964, *The Measurement of Delinquency*, New York, Wiley.

Stevens Stanley S., 1975, *Psychophysics : Introduction to its Perceptual, Neural and Social Prospects*, New York, Wiley.

Thaler Richard, 1978, « A note on the value of crime control : Evidence from the property market », *Journal of Urban Economics*, 5, pp. 137-145.

Tiberghien Guy, 1984, *Initiation à la psychophysique*, Paris, P.U.F.

Tremblay Pierre, 1989, « Les fondements de la métrique pénale », *Revue canadienne de criminologie*, 31, pp. 117-144.

Tremblay Pierre, 1993, « La justice sondée : tribunaux criminels, décisions sentencielles et opinion publique », in D. Szabo et M. Leblanc (éds), *Traité de criminologie empirique*, Montréal, Presses universitaires de l'Université de Montréal.

Tremblay Pierre, 1998, « La demande pénale directe et indirecte : une analyse stratégique des taux de renvoi », *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 50, pp. 18-33.

Tremblay Pierre, Gravel Sylvie, Cusson Maurice, 1987, « Équivalences pénales et solutions de rechange à l'emprisonnement : la métrique pénale des tribunaux criminels », *Criminologie*, 20, pp. 69-88.

Tremblay Pierre, Cusson Maurice, 1996, « Marchés criminels transnationaux et analyse stratégique », in M. Leclerc (éd.), *La criminalité organisée*, Paris, La Documentation française.

Tremblay Pierre, Bouchard Martin, 2003, *Quantifying Illegal Drug Markets*, Ottawa, Solliciteur général du Canada.

Viscusi Kip W., 1983, *Risk by Choice*, Cambridge, Harvard University Press.

Viscusi Kip W., 1993, « The value of risks to life and health », *Journal of Economic Literature*, 31, pp. 1912-1946.

Warr Mark, 1989, « What is the perceived seriousness of crimes ? », *Criminology*, 27, 4, pp. 795-821.

Weinberger Jean-Claude, Jakubowicz Pierre, Robert Philippe, 1977, *Société et perception des comportements déviants incriminés*, Paris, SEPC.

Wellford Charles F., Wiatrowski Michael, 1975, « On the measurement of delinquency », *Journal of Criminal Law and Criminology*, 66, pp. 175-188.

Wolfgang Marvin, Figlio Robert M., Tracy Paul E., Singer Simon I., 1985, *The National Survey of Crime Severity*, Washington DC, Government Printing Office.

Zarkin Gary A., Cates Sheryl C., Bala Mohan V., 2000, « Estimating the willingness to pay for drug abuse treatment : A pilot study » *Journal of Substance Abuse Treatment*, 18, pp. 149-159.

Fin du texte